



Appel à Projets 17 Interentreprises Sectoriels

Août 2024

Trame BTP-RS Appel à projets 17PIS

1. Contexte de l'appel à projets

Améliorer les compétences de la majorité des travailleurs du secteur Bâtiments et Ressources Stratégiques (BTP-RS) est crucial pour une transition économique réussie après la crise et pour une reprise durable. On observe que 32% des entreprises, principalement des PME, ont fermé temporairement ou définitivement pendant la crise sanitaire, révélant leur fragilité. Les petites entreprises ont été particulièrement touchées, perdant environ 56% de leur revenu mensuel. Dans ce contexte, la formation joue un rôle clé car elle peut réduire les risques qui menacent la croissance économique et la résilience des entreprises face aux crises¹.

Les pertes d'emplois considérables dans presque tous les secteurs économiques nécessitent une gestion attentive et un soutien robuste pour que les entreprises puissent les surmonter. La stabilité des prix du carburant et le taux d'inflation sont essentiels pour des prévisions réalistes des profits des entreprises et pour stabiliser l'emploi. La relance du secteur était d'ailleurs sur la

¹ Source : Les impacts de la COVID-19 sur les activités des entreprises à Madagascar, INSTAT

bonne voie jusqu'à ce que la hausse du prix du carburant perturbe de nouveau la situation économique des entrepreneurs et ménages malgaches.

La reprise post-Covid en 2020 a légèrement amélioré le marché du travail à Madagascar. Néanmoins, certains secteurs, comme les Sciences et Techniques (2,9%) et la Restauration et Hébergement (2,7%), ont subi des pertes d'emplois plus importantes que d'autres. Il est à noter que 24,9% des pertes d'emplois pendant la crise sanitaire sont attribuées au COVID-19. Globalement, le taux de perte d'emplois est de 0,28% chez les femmes contre 0,25% chez les hommes, et dans le secteur formel, le taux de perte d'emplois liée au COVID-19 est de 0,5% contre 0,2% dans le secteur informel².

Les enjeux d'énergies renouvelable

Madagascar possède un vaste potentiel en matière d'énergies renouvelables, englobant l'hydroélectricité, l'éolien, la biomasse et le solaire. Cependant, ce potentiel varie en fonction de la géographie et des saisons, qui influencent les ressources naturelles comme le débit des rivières, l'ensoleillement, la force des vents et la disponibilité de la biomasse. Les données géospatiales, y compris les variations saisonnières et quotidiennes, sont également cruciales pour évaluer ce potentiel.

Pour l'hydroélectricité, les estimations actuelles s'élèvent à 7,5 GW. Les vents alizés côtiers et les phénomènes thermiques côtiers sont propices à l'énergie éolienne. La valorisation des déchets agricoles et agro-industriels représente une source importante de biomasse non forestière, tandis que la déforestation a réduit le potentiel du bois-énergie. Toutefois, l'abondance du soleil sur l'ensemble du territoire représente un avantage majeur pour le développement du solaire.

La stratégie énergétique du gouvernement malgache vise à garantir à court terme la stabilité de l'approvisionnement électrique et la disponibilité des énergies pour la cuisson. À moyen terme, l'objectif est de fournir une énergie abordable pour stimuler la croissance économique et favoriser un développement durable et inclusif. La Nouvelle Politique de l'Énergie (NPE) 2015-2030 met l'accent sur la transition vers une énergie hybride, en privilégiant les énergies renouvelables pour tirer parti des nouvelles technologies et des ressources naturelles de Madagascar. L'objectif est d'offrir un accès à une énergie moderne et économique à un maximum de personnes, conformément aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et à l'Agenda 2063 pour l'Afrique.

Avec un taux d'accès à l'électricité de seulement 15 %, la NPE ambitionne d'atteindre 70 % des foyers d'ici 2030 et d'inciter les acteurs économiques à gérer efficacement les ressources énergétiques. Cela implique de réduire les pertes énergétiques dans le transport, la distribution et la consommation d'électricité, ainsi que de contrôler la consommation de produits pétroliers. Les grands projets de type PIRTEM ou Projet d'Interconnexion de Réseaux de Transport d'Énergie à Madagascar, prévu assurer l'approvisionnement jusqu'au Réseau Interconnecté d'Antananarivo (RIA) ou encore l'installation de plus d'une quarantaine de parcs solaires photovoltaïques à travers 37 villes différentes ont font également partie.

En outre, le Contrat de Performance pour le secteur de l'énergie vise à fournir un accès à l'électricité à un coût socialement acceptable à 50 % de la population d'ici fin 2023³. La distribution de kits solaires dans les 22 régions du pays est considérée comme la solution la plus adaptée à court terme, avec plus d'un million de kits déjà distribués. Néanmoins, il reste encore beaucoup à accomplir. La NPE, bien qu'axée sur le secteur de l'énergie, joue un rôle central dans le développement économique et social en termes de création de valeur et de bien-être. L'énergie est essentielle à tous les niveaux d'activité économique, et il est donc crucial

² Source : L'Emploi et la COVID, Enquête Novembre 2020, INSTAT - OIT

³ Objectif de niveau 3 au moins d'ici 2030 signifie : une puissance de 200–799 W pour permettre l'utilisation de climatiseur, réfrigérateur, pompe à eau électrique, robot culinaire/mixeur électrique, cuiseur à riz, congélateur, machine à coudre électrique, marmite/bouilloire électrique

de coordonner les plans d'approvisionnement énergétique avec les stratégies de développement des régions à haut potentiel.

Pour stimuler l'essor de l'entrepreneuriat du secteur, il est également essentiel de mettre en place un environnement institutionnel et réglementaire qui favorise l'attraction d'investisseurs privés, tant locaux qu'internationaux, et qui encourage la participation active des consommateurs, des entreprises privées et des entités gouvernementales. L'objectif est de collaborer pour préserver les ressources en adoptant une consommation énergétique à la fois prudente et réfléchie. Il est donc crucial de renforcer les compétences pour soutenir la croissance du secteur.

À cet égard, il convient de prendre en compte plusieurs éléments, notamment l'amélioration des programmes d'enseignement professionnel et universitaire, la promotion des échanges régionaux et internationaux, l'ajustement des programmes scolaires et la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation destinées au grand public.

Les enjeux d'accès à l'électrification pour tous

Face à un taux d'électrification insuffisant et aux difficultés financières de JIRAMA, l'entreprise nationale d'électricité, des réformes significatives sont en cours, exigeant un engagement continu. Les coûts, la qualité et la disponibilité de l'électricité sont des entraves majeures au développement économique de Madagascar. En effet, 75% des foyers malgaches sont privés d'électricité, l'un des pourcentages les plus faibles au monde. JIRAMA, le fournisseur d'électricité d'État, affiche des coûts opérationnels parmi les plus élevés du continent, dépassant 0,30 USD/kWh en 2017, soit 230% de plus que la moyenne régionale⁴.

Cette situation résulte essentiellement de choix inappropriés lors des appels d'offres et d'une transition vers les énergies renouvelables moins rapide que prévu. Bien que des progrès aient été réalisés, la fiabilité de l'approvisionnement électrique demeure précaire, entraînant une estimation de pertes de ventes à hauteur de 13%, un chiffre bien supérieur à celui des pays comparables. Des initiatives visant à développer l'hydroélectricité et le solaire sont en cours, ce qui devrait augmenter significativement l'offre en énergies renouvelables. Néanmoins, il est crucial de s'assurer que ces projets soient choisis en privilégiant le rapport coût-efficacité, en adéquation avec la demande et les capacités financières, et qu'ils soient soutenus par des études de faisabilité économique, sociale et environnementale.

Continuer à redresser la situation financière de JIRAMA, notamment en renforçant la transparence dans le règlement des dettes envers les fournisseurs, contribuerait aussi à renforcer la réputation de l'entreprise pour attirer les investissements privés.

La dépendance des grands travaux de l'Etat à l'énergie

Les voyants sont au vert pour une croissance prévisionnelle soutenue de ce secteur selon le document de performances annexé à la Loi de finances 2024 (*porté à 5,2% pour cette année contre 4,6% pour l'exercice 2023*). Une croissance due entre autres aux différents chantiers entrepris par le gouvernement en termes d'infrastructures.

Néanmoins, le secteur du BTP en lui-même consomme une quantité importante d'énergie et utilise divers équipements et matériaux qui nuisent à l'environnement.

À ce jour, il n'existe pas de solutions durables et largement adoptées pour remplacer ces matériaux, qui sont pour la plupart dépassés et insuffisants pour le progrès du secteur. En outre, le secteur est confronté à un déficit de compétences chez les travailleurs, qu'ils soient du secteur informel ou employés par des entreprises formelles, tant au niveau des compétences techniques que des compétences interpersonnelles. De plus, le secteur ne parvient pas toujours à

⁴ Mémoire économique de Madagascar, *Bâtir sur les succès récents une économie plus résiliente*, 2020, Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

suivre le rythme des avancées technologiques mondiales et manque d'innovation, de la conception à la construction des infrastructures. Les défis principaux du secteur incluent :

- Diminuer la consommation énergétique et l'impact carbone du secteur ;
- Proposer des logements de qualité et abordables pour les personnes à faible revenu ;
- Valoriser et optimiser la chaîne de valeur dans le bâtiment et les travaux publics, depuis la phase de conception jusqu'à celle de la construction ;
- Orienter les métiers du secteur vers une économie respectueuse de l'environnement.

Le complexe routier interdépendant du développement du pays.

Il est impératif pour le réseau routier de Madagascar de se doter de projets durables de rénovation et de maintenance, en réponse aux 14 350 km de routes construites en 2020. Les défis économiques liés aux axes vitaux tels que les RN7, RN2 et RN4, qui sont d'importants corridors touristiques et commerciaux, justifient le besoin de former une main-d'œuvre qualifiée.

Le démarrage des travaux de réhabilitation de la RN13 en juin 2022 est un signe prometteur pour l'économie du sud du pays et pour Madagascar dans son ensemble. Avec 49 250 km de pistes, surtout dans les zones rurales isolées, il est crucial d'améliorer les compétences des travailleurs du BTP-RS pour rendre praticables plus de 11% du réseau.

Le 17ème appel à projets interentreprises sectorielles vise à renforcer les capacités du secteur face aux défis posés par les projets prioritaires gouvernementaux et privés, à assurer la durabilité et la résilience des micro et petites entreprises dans leurs activités, et à encourager leur participation active dans la construction de routes rurales, de digues, de ponts, de voiries urbaines, et d'autres infrastructures qui facilitent l'accès aux localités.

Le secteur minier dans le PIB du pays

Le secteur industriel, représentant 17,2% du PIB et employant 9% de la main-d'œuvre, est dominé par l'exploitation minière, notamment des pierres précieuses telles que les rubis, saphirs et émeraudes. Les mines génèrent 60% des revenus en devises et 30% des recettes fiscales de Madagascar, ce qui indique que la relance économique pourrait s'appuyer sur ce secteur. En tant que pilier de l'économie nationale, le secteur minier et des ressources stratégiques doit promouvoir des pratiques de travail sécuritaires, respectant les normes avancées d'hygiène et de sécurité, y compris les gestes barrières et la manipulation sûre des produits dangereux. La continuité de l'exploitation minière est un objectif gouvernemental, et atteindre cet objectif nécessite également le développement de compétences techniques spécialisées dans l'exploitation des grandes infrastructures minières et pétrolières.

Les investissements étrangers inhérent au capital humain

La baisse de compétitivité de Madagascar comme cible des investissements étrangers dans le secteur minier est partiellement attribuée à la compétence des ressources humaines. Cet appel a pour but d'améliorer ces compétences pour rendre le secteur plus attractif aux investissements majeurs.

Suite à la crise du Covid, la reprise des activités a naturellement conduit à une focalisation sur la formation. Des domaines tels que la maintenance industrielle, la recherche en laboratoire, l'artisanat lié à l'exploitation minière, les énergies renouvelables, et les réformes en matière d'électrification sont les principaux enjeux de ce 17ème appel à projets. L'adoption d'une approche sectorielle est essentielle pour améliorer la performance des entreprises par la formation de leur personnel.

La stratégie des syndicats industriels est plus pertinente que jamais. La nécessité de formation est évidente dans toutes les branches du BTP-RS. 2022 et 2023 ont mis l'accent sur la professionnalisation des employés et des chercheurs d'emploi dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et des ressources stratégiques, soulignant l'importance de cette initiative pour le secteur.

Le FMFP, avec l'appui de l'AFD, lance l'Appel à Projets 17 (AP17 PIS) en cette année 2024 sur les projets interentreprises sectoriel afin de financer des projets visant les objectifs sectoriels en matière de qualification. Des mesures incitatives ont été particulièrement formulées à l'endroit des PME-TPE afin de contribuer au renforcement de leurs salariés. Le FMFP a d'ailleurs préalablement conduit des actions ciblant particulièrement ces structures afin de formuler leurs besoins de formations afin d'être financés.

2. Objectif général de l'appel

Le présent appel à projets vise à préparer les opérateurs et entreprises œuvrant dans les secteurs du BTP et Ressources stratégiques à la reprise de leurs activités ; mais aussi à soutenir les nouvelles orientations visant à promouvoir les innovations dans le secteur et soutenir la réalisation des grands projets d'investissement prévus pour le pays.

3. Les Orientations prioritaires

Pour cet appel à projets ciblé sur le développement des compétences dans le secteur BTP-RS, les critères et objectifs sectoriels ci-après seront considérés :

- La réponse du projet par rapport aux objectifs sectoriels
- Le territoire dans lequel est mis en œuvre le projet,
- Les effets et impacts visés pour endiguer les problèmes structurels du secteur
- Les sous-secteurs et filières concernés par cet appel à projets
- Les métiers ciblés appartenant aux sous-secteurs et filières suscités pour détendre le marché du travail et anticiper les besoins à venir,
- Les qualifications et compétences ciblées pour répondre aux besoins urgents ou à venir des entreprises
- La typologie des bénéficiaires ciblés
- Et les dispositifs de formation préconisés pour peser sur l'efficacité des réponses aux problèmes de compétences dans le secteur.

i. Les objectifs sectoriels pour l'appel à projets

- Renforcer les compétences techniques des entreprises, et notamment des petits et moyens entrepreneurs œuvrant dans le secteur BTP-RS. Les PME qui œuvrent pour le compte des grandes entreprises ou qui sont présentes sur des marchés d'importance sont particulièrement ciblées.
- Encourager l'adoption des outils et mesures numérique facilitant la production ou l'organisation dans les entreprises du secteur
- Améliorer l'Accès des entreprises aux Marchés publics de constructions BTP
- Promouvoir l'obtention des Permis environnemental et les compétences permettant l'adaptation au milieu social (indemnisation des gens impactés par les chantiers), ainsi que le respect des obligations PEFC/FSC (labels liés à la gestion durable des ressources et à l'utilisation des matériaux recyclés FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC (Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières)
- Promouvoir la santé et la sécurité au travail, notamment la manipulation des produits dangereux et inflammables

- Développer les Qualifications particulières requises par les mutations en cours dans le secteur :
 - La veille technologique informative, BBC (basse consommation énergétique), efficacité énergétique, BIM (building information modeling), imprimante 3D, matériaux modernes (verre, acier, béton, bois traités, etc.)
- Développer les compétences minières qui favorise les effets positifs de l'exploitation sur le développement, tout en promouvant des normes environnementales et sociales élevées
- Contribuer à l'accroissement des gisements et de la production des exploitations minières
- Soutenir le développement des exploitations minières au service des grandes constructions d'infrastructures (ciment, pavé, etc.)

ii. Les zones prioritaires

Les zones priorisées par cet appel à projets se décomposent en deux parties suivant leur importance sectorielle.

En premier lieu, les zones où il y a des projets de grande envergure dans le domaine de BTP, mines et ressources stratégiques pouvant générer des emplois directs ou indirects et qui nécessitent une prise en considération effective des programmes de développement de compétences :

- Antananarivo et ses alentours
- Fort Dauphin et ses alentours
- Tamatave et ses alentours
- Toliara et ses alentours

En second lieu, les zones à vocation industrielle et/ou dans les zones où il y a de potentiel économique notamment en énergies renouvelables, construction et BTP

- Antsirabe et ses alentours
- Diégo et ses alentours
- Nosy-Be
- Fianarantsoa et ses alentours
- La région de Boeny et Sofia

L'ensemble du territoire est visé mais les projets se situant dans les régions, ville ou zones suscitées disposent d'un avantage comparatif important dans l'évaluation.

i. Les Effets et impacts visés

Les effets et impacts visés doivent contribuer à la résolution des problèmes structurels qui touchent le secteur du BTP et Ressources stratégiques. En d'autres termes, le projet à travers le renforcement du capital humain doit apporter des réponses indirectes, des effets immédiats ou des impacts sur des acteurs ou dispositifs structurels⁵ au niveau national, régional ou local.

A ce titre, le projet devra contribuer à :

- *L'amélioration de la qualité de travail et des services fournis par les entreprises dans le secteur*
- *Le développement des infrastructures*

⁵ Ils font référence aux conditions et institutions politiques, économiques, sociales et environnementales qui augmentent ou diminuent la probabilité du développement du secteur

- L'amélioration des normes et standards en matière de sécurité au travail, hygiène, environnement et qualité
- L'amélioration de la capacité technique en matière de sécurisation des investissements et des infrastructures BTP
- L'amélioration des capacités techniques des entreprises
- La facilitation de l'accès aux Energies
- La disponibilité des compétences exigées par les métiers du BTP, mine, hydrocarbures notamment pour les grands investissements.

iii. En termes de sous-secteurs et filières ciblées

Le secteur BTP - RS est un des secteurs porteurs de l'économie malgache. Il s'appuie sur les chantiers en cours et surtout sur les projets de construction d'envergure, la facilitation de l'accès à l'Energie et la maîtrise et gestion de prix des carburants. Ainsi, le secteur ciblera large pour toucher le maximum de domaines et de métiers.

En termes de sous-secteurs ou filières visés,

- Les hydrocarbures
- L'énergie (fossile, électrique et renouvelable)
- Les mines
- Les BTP

iv. En termes de métiers ciblés

En termes de métiers, l'appel amènera à cibler,

- Les métiers dans les hydrocarbures notamment la distribution de carburant (station-service)
- Les métiers de la construction du domaine des bâtiments
- Les métiers de la construction de routes et voies
- Les métiers du transport de produits sensibles
- Les métiers dans les mines
- Les métiers dans l'énergie renouvelable, fossile et électrique
- Les métiers liés à la mutation numérique et la technologie informative

v. En termes de qualifications et de compétences ciblées

Selon l'étude diagnostic réalisé par le FMFP, et en termes de compétences, le secteur BTP a besoin de 4% d'experts, 21% de techniciens avancés, de 10% de techniciens sensibilisés sur les métiers et doit former 16% de ses compétences dans le numérique.

Au regard des éléments de l'étude, le présent appel à projet vise à renforcer les compétences dans les domaines suivants :

1) Les qualifications et les compétences techniques touchant au cœur de métier du secteur dont,

- Normes Eurocode
- Conception Assisté par Ordinateur (CAO)/ dessin assisté par ordinateur (DAO)/Modélisation des Informations du Bâtiment (BIM)
- Calcul Technique/ Economie de la construction / Métrés
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)/ cahier des clauses administratives particulières (CCAP)/Document technique unifié (DTU)
- Planification de travaux
- Topographie
- Assemblage des structures porteuses lourdes d'un ouvrage/ Assemblage des éléments d'armature de béton

- Techniques de boisage/ferraillage/traçage/Equerrage
- Mécanique/Hydraulique/Pneumatique
- Prise de mesures, d'aplomb et de niveau
- Terminologie de la construction/charpente bois
- Electricité / Domotique / Electronique
- Plomberie / Traitement Air et Eau
- Photovoltaïque / Plomberie-Chauffage solaire
- Caractéristiques du Placoplâtre
- Techniques de ragréage / talochage
- Caractéristiques des enduits / peintures
- Pose de revêtement de sols
- Calcul dimensionnel (surface, volume)
- Techniques d'usinage

En termes de qualifications et de compétences (cœur de métier ou compétence technique du secteur), le sous-secteur visera à combler aussi le gap sur :

- Les formations règlementaires et les normes (ISO 9001, OHSAS 18001, ou ISO 14001, HSE, etc.)
- Les qualifications sur la construction dont soudeur, conducteur d'engins, technicien de découpe
- Les domaines techniques sur les métiers de la construction (maçonnerie traditionnelle, béton, tuyauteur monteur, plomberie)
- Ouvrages métalliques (Ponts, Charpentes, Citernes, Pipelines, ...), montage et soudure
- Travaux en hauteur
- Ouvrages en bois
- Maintenance des matériels, véhicules et engins, mécanique de base
- Les domaines techniques et métiers de la construction, des mines, des hydrocarbures et de l'énergie
- Les domaines techniques et de la maintenance (électriciens, carreleurs, peintres, plafonniers, corniches, spécialistes en ouvrages d'art et décorations d'intérieur...)
- La dimension environnementale (permis, prévention, etc.) et sociale (adaptation au milieu social, gestion communautaire)
- La manipulation et transport des produits dangereux et inflammables
- La conduite d'engins de chantiers et grue
- Les compétences relatives à l'énergie électrique (thermique, hydraulique)
- Les compétences liées à l'énergie renouvelable (fabrication, recherche, diagnostic, installation, maintenance, etc.)
- La gestion de chantier ou projet
- Les compétences relatives aux travaux de peinture industrielle
- Les compétences relatives à la mise en place d'infrastructures informatiques, télécommunication et réseaux

(*)

Les compétences listées ci-dessus dites « cœur de métier » devront représenter au moins 70% de la demande en volume horaire.

2) Les compétences transversales ou celles touchant les métiers de support ou d'encadrement du secteur ne devant pas dépasser 30% de la demande en volume horaire, dont,

- Outils bureautiques
- Gestion des stocks et magasins
- La sécurité au sein des stations de distribution de carburant et autres postes spécifiques et transverses (pompiste, gérant, magasinier)
- La gestion, l'entrepreneuriat et le management d'équipe pour les petites entreprises

Les compétences listées ci-dessus, transversales ou liées aux métiers support ou d'encadrement du secteur ne pourront pas représenter plus de 30% de la demande en volume horaire.

vi. En termes de bénéficiaires à cibler :

Les types d'emplois et catégories de salariés/pré-employés à former en priorité :

- o Les ouvriers de chantiers
- o Les chauffeurs et conducteurs d'engins de chantier
- o Les chauffeurs et conducteurs des camions transporteurs des produits dangereux et inflammables (pétrole, carburant, gaz, etc.)
- o Les techniciens d'entretien routier (ouvrages d'art, pose de pavés, terrassement, niveleurs, épandeurs, finisseurs...)
- o Les chefs d'équipe, cadres des entreprises
- o Le personnel des stations-service
- o Les ouvriers, techniciens, opérateurs miniers
- o Les assainisseurs et autres ouvrages d'assainissement routier
- o Les jeunes désireux d'intégrer le secteur (pré-emploi) sans qualification ou disposant seulement d'une partie des prérequis ou nécessitant une période de formation en entreprise pour se professionnaliser et faciliter l'insertion sur le marché du travail.

Les projets doivent se donner pour objectif de former :

- au moins 10 % de femmes
- au moins 40% de jeunes de moins de 35 ans

vii. En termes de dispositifs de formation

Les types de prestations de formation à privilégier pour permettre aux bénéficiaires identifiés d'acquérir les compétences et qualifications visées sont :

- Les formations déployant des approches et méthodes adaptées selon le domaine d'apprentissage visé (cognitif, affectif et psychomoteur)
- Les formations reproduisant les situations de travail ou mixte avec une dominante pratique surtout pour les métiers manuels (environ 70%-30%)
- La formation par alternance (50% au moins en entreprise - et le reste en centre de formation ou encadré par des professionnels pédagogiques)
- L'accompagnement coaching post formation en milieu de travail, permettant de mieux appliquer ses acquis en situation réelle de travail
- Les formats à distance (e-learning), quand le sujet et les modalités de la formation s'y prêtent, tout en s'assurant que les exercices pratiques sont remplacés par des simulations qui permettent de garantir le transfert de compétence
- Les projets comprenant des travaux d'ingénierie de formation
- L'accompagnement ou l'assistance technico pédagogique (exclusif) en milieu de travail avec des objectifs d'apprentissage précis selon un scénario préétabli

Cet appel à projets privilégiera les profils de formateurs, prestataires et dispositifs répondant aux caractéristiques suivantes :

- Le prestataire devra disposer d'une expertise sur l'approche par compétences ;
- Le prestataire devra justifier d'une expérience en formation ;
- Le prestataire devra mobiliser des formateurs/coachs/accompagnateurs disposant d'une expérience métier et/ou d'une formation dans le domaine,

- Formateurs ayant au moins 05 ans de métier et justifiant de qualifications en adéquation avec la formation proposée
- En termes de compétences de formation, le formateur devrait avoir au moins 02 ans d'expérience en tant que formateur dans le domaine ou être certifié en tant que formateur

De manière générale, la formation ou le programme de développement des compétences proposé doit/peut comprendre,

- Un programme et une méthodologie de formation répondant aux objectifs et aux profils des cibles
- Les Compléments de formation dans les processus de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Des dispositifs permettant le partage d'expériences ou de technologie entre les associés, ou qui facilite la transférabilité du programme sont encouragés
- Les dispositifs d'évaluation des acquis de la formation doivent être clairement expliqués ; et la description des dispositifs de reconnaissance/validation/certification des qualifications acquises est un atout dans l'appréciation du dossier